
États financiers consolidés de la Nation Anishnabe du Lac Simon

31 mars 2020

Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière	1
Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
��tat consolidé des résultats	5 - 6
��tat consolidé de la situation financière	7
��tat consolidé du surplus (déficit) cumulé non affecté	8
��tat consolidé de l'investissement net en immobilisations corporelles	9
��tat consolidé de la variation de la dette nette	10
��tat consolidé des flux de trésorerie	11
Notes complémentaires	12 - 27

Responsabilités de la direction relativement à la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés ci-joints de la Nation Anishnabe du Lac Simon (le « Conseil ») et toute l'information figurant dans le présent rapport annuel relèvent de la direction et ont été approuvés par la Cheffe et les conseillers.

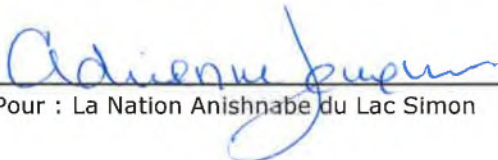
Les états financiers consolidés ont été préparés par la direction conformément aux exigences en matière de rapports financiers stipulées au guide de présentation des rapports de Services aux Autochtones Canada et ainsi, ils incluent des montants qui sont les meilleurs estimés et selon le jugement de la direction.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité de ces états et de mettre en place et de maintenir un système de contrôles internes afin de fournir une assurance raisonnable qu'une information financière fiable est produite.

Le Conseil est responsable de s'assurer que la haute direction assume ses responsabilités à l'égard des rapports financiers et des contrôles internes et est responsable ultimement de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés.

Le Conseil rencontre périodiquement la haute direction ainsi que les auditeurs externes, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de rapports financiers, des problématiques en lien avec l'audit ou les rapports financiers, de s'assurer que chaque partie s'acquitte correctement de leurs responsabilités, et d'examiner les états financiers consolidés et le rapport de l'auditeur externe.

Les auditeurs externes, Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., effectuent un audit indépendant, conformément aux Normes canadiennes d'audit, et expriment leur opinion sur les états financiers consolidés. Les auditeurs externes ont pleinement et librement accès à la gestion financière de la Nation Anishnabe du Lac Simon et les rencontrent lorsque nécessaire.


Pour : La Nation Anishnabe du Lac Simon

11 juin 2021

Rapport de l'auditeur indépendant

À la Cheffe et conseillers de la
Nation Anishnabe du Lac Simon

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Nation Anishnabe du Lac Simon (le « Conseil »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2020, et les états consolidés des résultats, du surplus (déficit) cumulé non affecté, de l'investissement net en immobilisations corporelles, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers consolidés »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Conseil au 31 mars 2020, ainsi que des résultats consolidés de ses activités et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Conseil conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières non exigées par les NCSP

Nous attirons l'attention sur le fait que le Conseil inclus dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les NCSP. Ces informations, établies conformément aux exigences de Services aux Autochtones Canada (S.A.C) et présentées à la page 6, portent sur l'état consolidé des résultats de l'exercice. Le Conseil a également choisi de présenter un état de l'investissement net en immobilisations à la page 9. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des   tats financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation des   tats financiers consolidés conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'  tats financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des   tats financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des   tats financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les   tats financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des   tats financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les   tats financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acqu  rons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Conseil.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des   v  nements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les   tats financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des   v  nements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Conseil à cesser son exploitation.

- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Conseil pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Le 11 juin 2021

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A132837

Nation Anishnabe du Lac Simon
État consolidé des résultats
Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
Revenus		
S.A.C. - Contribution fixe	4 063 457	3 980 525
S.A.C. - Contribution globale	14 063 460	10 416 386
S.A.C. - Contribution préétablie	465 000	460 039
S.A.C. - Contribution souple	1 577 732	5 664 397
S.A.C. - Lettre de revue	1 708	(107 943)
S.A.C. - Subventions	77 971	142 411
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution fixe	886 349	-
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution globale	1 996 430	1 621 521
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution préétablie	-	803 515
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution préétablie à rembourser	6 905	(268 408)
S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé) - Contribution souple	1 330 762	2 066 025
Gouvernement du Canada	64 899	-
Conseil en Éducation des Premières Nations	3 267 431	2 950 067
Contrats avec une compagnie forestière	25 000	50 000
Mine Canadian Malartic	2 080 000	-
Contribution des usagers	906 676	1 016 784
Gouvernement du Québec	135 000	-
C.D.R.H.P.N.Q.	726 987	897 448
C.S.S.S.P.N.Q.L.	235 761	113 186
Inscriptions et commandites	63 398	73 741
Ministère de la Sécurité publique	1 264 701	1 249 268
Ministère de l'Environnement et du Changement climatique du Canada	272 800	182 200
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	272 850	319 850
Ministère des Transports du Québec	-	32 448
MRC de La Vallée-de-l'Or	-	24 565
Revenus de loyers	1 682 339	1 765 070
Revenus d'administration	1 766 040	1 181 249
Revenus divers	682 071	699 915
Revenus d'intérêts	75 470	31 833
Secrétariat aux affaires autochtones	951 705	1 149 784
Secrétariat aux affaires autochtones - Récupération	-	(22 196)
Société canadienne d'hypothèques et de logement	827 409	1 106 655
Société de crédit commercial autochtone	-	57 858
Solliciteur général du Canada	1 234 677	1 204 415
Vente de biens et services	589 353	27 575
Revenus reportés de la période précédente	3 418 002	3 243 215
Revenus reportés à la prochaine période	(3 436 109)	(3 418 002)
Surplus inutilisés de la période précédente	1 153 663	172 143
Surplus à réinvestir à la prochaine période	(5 956 571)	(1 153 663)
	36 773 326	37 733 876

Nation Anishnabe du Lac Simon
État consolidé des résultats
Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Dépenses		
Administration	3 220 516	2 865 891
Développement des ressources humaines	673 202	876 551
Éducation	8 968 049	7 869 130
Santé	5 467 398	4 833 164
Travaux publics	2 914 240	2 569 312
Assistance sociale	3 104 746	3 343 810
Développement économique	1 094 327	644 333
Sécurité publique	2 729 576	2 884 151
Habitation	2 599 740	2 014 996
Ressources naturelles	888 657	1 013 272
Immobilisations	202 487	270 959
	31 862 938	29 185 569
Surplus courant	4 910 388	8 548 307

	2020	2019
	\$	\$
Conciliation aux fins des exigences en matière de rapports financiers de S.A.C.		
Surplus courant selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP)	4 910 388	8 548 307
Produit d'emprunt à long terme	980 000	225 000
Remboursement de la dette à long terme	(903 872)	(864 683)
Remboursement de la dette à long terme liée au fonds de roulement	(140 000)	(140 000)
Transfert à l'état consolidé de l'investissement net en immobilisations corporelles	(4 759 517)	(9 301 746)
Déficit courant aux fins des exigences en matière de rapports financiers de S.A.C.⁽¹⁾	86 999	(1 533 122)

⁽¹⁾ Le surplus courant avant amortissement des immobilisations corporelles est de 2 543 333 \$ (958 271 \$ au 31 mars 2019).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Anishnabe du Lac Simon
État consolidé de la situation financière
 au 31 mars 2020

		2020	2019
	Notes	\$	\$
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		9 332 002	4 029 194
Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions	3	512 077	224 502
Débiteurs	4	7 715 524	8 144 105
Placements	5	254 000	261 698
Avances et comptes à recevoir de la Coopérative de Solidarité Wabak		189 194	189 194
		18 002 797	12 848 693
Passifs			
Créditeurs et charges à payer		3 679 708	5 879 782
Revenus reportés	9	3 436 109	3 418 002
Surplus inutilisés à réinvestir	10	5 956 570	1 153 663
Contributions à rembourser - S.A.C.		266 888	273 793
Subvention reportée		37 500	-
Tranche à court terme de la dette à long terme	11	1 367 484	1 408 677
Tranche de la dette à long terme à refinancer au cours du prochain exercice	11	2 349 026	-
Dette à long terme	11	5 482 110	7 853 815
Montant dû au CPE Takinagan		156 016	157 485
Réserve de remplacement - Article 95	14	1 162 615	1 135 606
		23 894 026	21 280 823
Dette nette		(5 891 229)	(8 432 130)
Engagements et éventualités	17 et 18		
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	6	55 968 227	53 838 270
Stocks		117 413	24 281
Frais payés d'avance		246 536	24 623
		56 332 176	53 887 174
Excédent accumulé	7	50 440 947	45 455 044

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Approuvé par la Cheffe et les conseillers

 cheffe
 conseiller

Nation Anishnabe du Lac Simon**État consolidé du surplus (déficit) cumulé non affecté**

Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Surplus (déficit) cumulé non affecté au début	516 618	(720 274)
Surplus courant	4 910 388	8 548 307
Transfert à l'investissement net en immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 759 517)	(9 301 747)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 629 560	2 491 393
Remboursement de la dette à long terme	(903 872)	(864 683)
Produit d'emprunt à long terme	980 000	225 000
Ajustement des fonds réservés - Article 95	74 866	138 622
(Déficit) surplus cumulé non affecté à la fin	3 448 043	516 618

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Anishnabe du Lac Simon**État consolidé de l'investissement net en immobilisations corporelles**

Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Investissement net en immobilisations corporelles au début	44 906 533	37 456 496
Variation de l'investissement net en immobilisations corporelles		
Plus :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	4 759 517	9 301 747
Remboursement de la dette à long terme	903 872	864 683
	5 663 389	10 166 430
Moins :		
Produit d'emprunt à long terme	980 000	225 000
Amortissement des immobilisations corporelles	2 629 560	2 491 393
	3 609 560	2 716 393
Investissement net en immobilisations corporelles à la fin	46 960 362	44 906 533

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Anishnabe du Lac Simon
État consolidé de la variation de la dette nette
Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020	2019
	\$	\$
Surplus courant	4 910 388	8 548 307
Variation des immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 759 517)	(9 301 747)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 629 560	2 491 393
	(2 129 957)	(6 810 354)
Variation des autres actifs non financiers		
Variation des stocks	(93 132)	8 526
Variation des frais payés d'avance	(221 913)	256 847
	(315 045)	265 373
Variation des surplus et réserves		
Variation des surplus et réserves	-	(906)
Variation du fonds en fiducie	649	21
Ajustement des fonds réservés - Article 95	74 866	138 622
	75 515	137 737
Variation de la dette nette	2 540 901	2 141 063
Dette nette au début de l'exercice	(8 432 130)	(10 573 193)
Dette nette à la fin de l'exercice	(5 891 229)	(8 432 130)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Nation Anishnabe du Lac Simon
État consolidé des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 mars 2020

	2020 \$	2019 \$
Activités de fonctionnement		
Surplus courant	4 737 162	8 548 307
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 629 560	2 491 393
Allocation à la réserve de remplacement - Article 95	101 875	101 875
	<u>7 468 597</u>	<u>11 141 575</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	13 2 938 297	1 147 391
	<u>10 406 894</u>	<u>12 288 966</u>
Activités d'investissement		
Variation de l'encaisse et dépôts assujettis à des restrictions	(287 575)	(95 894)
Variation des placements	7 698	71 073
Variation des avances à la Coopérative de Solidarité Wabak	-	(34 491)
Variation du montant dû au CPE Takinagan	(1 469)	(25)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 759 517)	(9 301 747)
	<u>(5 040 863)</u>	<u>(9 361 084)</u>
Activités de financement		
Produit de la dette à long terme	980 000	225 000
Remboursement de la dette à long terme	(1 043 872)	(1 004 683)
Variation du fonds en fiducie	649	21
	<u>(63 223)</u>	<u>(779 662)</u>
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	5 302 808	2 148 220
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	4 029 194	1 880 974
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	<u>9 332 002</u>	<u>4 029 194</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Voir les renseignements complémentaires présentés à la note 13.

1. Description de la Première Nation

Nation Anishnabe du Lac Simon (la « Première Nation ») est une entité légale non incorporée tel que défini dans la *Loi sur les Indiens*. Un conseil des Premières Nations est considéré comme un gouvernement local composé d'un Chef et d'au moins deux conseillers qui sont choisis par voie d'élection ou selon les coutumes de la Première Nation pour exécuter les fonctions se rattachant à un gouvernement.

2. Méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) applicables aux gouvernement locaux et émis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public des CPA Canada. Les principes de la comptabilité par fonds ont été utilisés dans la préparation de ces états financiers consolidés conformément aux NCSP. Les comptes sont classés dans les fonds conformément aux exigences spécifiées, activités et objectifs. La méthode de comptabilité d'exercice est suivie pour la constatation des revenus et dépenses.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Première Nation ainsi que ceux de la Corporation de développement économique Wabak Pimadizi et de Transport Wabak. Étant donné que la Première Nation a le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives et que les deux entités sont dépendantes financièrement de la Première Nation, ces deux entités sont consolidées une à une et toutes les opérations et tous les soldes interorganisationnels sont éliminés au moment de la consolidation.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût et dépréciés quand on a observé une perte de valeur autre qu'un déclin temporaire.

2. Méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé à compter de leur mise en service en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode et sur les durées suivantes :

Aménagement de terrains	Linéaire	40 ans
Aménagement sportif et récréatif	Linéaire	15 ans
Bâtiments communautaires	Linéaire	5-40 ans
Maisons résidentielles	Linéaire	33 ans
Matériel roulant	Linéaire	5-20 ans
Mobilier et équipement	Linéaire	5-7 ans
Réseau routier	Linéaire	40 ans
Systèmes sanitaires	Linéaire	40 ans
Biens loués en vertu d'un contrat de location-acquisition ;		
Matériel roulant	Linéaire	10 ans

Moins-value des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Première Nation de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle doit être réduit pour refléter sa baisse de valeur qui doit être passée en charges dans l'état consolidé des résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur ne doit être constatée.

Avantages de retraite

La Première Nation offre aux employés l'adhésion au Régime des Bénéfices Autochtone (le « RBA ») qui est un régime interentreprises de retraite à prestations définies. Ce régime est comptabilisé comme un régime à cotisations définies et la charge de la Première Nation correspond à la contribution requise pour l'exercice.

Constatation des produits et revenus reportés

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent. Tous les revenus sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et lorsque l'encaissement est raisonnablement assuré.

Les paiements de transfert sont considérés comme des revenus lorsque le transfert est autorisé et que les éventuels critères d'admissibilité sont respectés, sauf dans le cas où les stipulations du transfert donnent lieu à une obligation qui correspond à la définition d'un passif. Les paiements de transfert sont constatés comme des revenus reportés si les stipulations du transfert donnent lieu à un passif. Les revenus de transfert sont constatés dans l'état consolidé des résultats si les passifs sont réglés.

Les contributions provenant d'autres sources sont reportées quand on impose des restrictions à leur utilisation par le contributeur, et sont considérées comme des revenus lorsqu'elles sont utilisées aux fins prévues.

Les revenus liés aux droits ou aux services obtenus à l'avance (soit avant que ces droits aient été perçus ou que ces services aient été reçus) sont reportés et constatés une fois les droits perçus ou les services reçus.

2. Méthodes comptables (suite)

Constatation des produits et revenus reportés (suite)

Les produits tirés d'un immeuble locatif sont constatés lorsqu'un locataire commence à occuper cet immeuble, que le loyer doit être payé et que l'état définitif du coût des immobilisations corporelles a été approuvé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) pour les conventions de l'article 95. La Première Nation conserve tous les avantages et risques inhérents à la propriété de ses immeubles locatifs et, par conséquent, comptabilise les baux qu'elle conclut avec ses locataires à titre de contrats de location-exploitation.

Les surplus inutilisés à réinvestir représentent les montants non dépensés relativement au financement provenant de S.A.C. à titre de contribution globale.

Partenariat

Le partenariat avec la Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) pour les chalets Modik est comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle, sur la base de la part de l'Organisme dans le partenariat.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour mauvaises créances à l'égard des débiteurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les revenus reportés, les surplus inutilisés à réinvestir et les passifs dans le cadre des éventualités juridiques. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

3. Encaisse et dépôts assujettis à des restrictions

	2020	2019
	\$	\$
Fonds de réserve de remplacement - Article 95*	479 535	192 609
Surplus en fiducie	32 542	31 893
	512 077	224 502

* En vertu de l'accord avec la SCHL, un montant annuel par logement doit être placé pour la réserve de remplacement dans un compte de banque distinct et/ou investi uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placé de toute autre façon que la SCHL peut approuver de temps à autre. La Première Nation n'a pas placé un montant suffisant tel que requis. Cependant, elle a signé une entente de paiement sur cinq (5) ans afin de renflouer cette réserve. Au 31 mars 2020, le montant ainsi placé aurait dû s'élever à 1 162 615 \$ (1 135 606 \$ en 2019).

4. Débiteurs

	2020 \$	2019 \$
À recevoir de la C.S.S.S.P.N.Q.L.	38 610	16 046
À recevoir de la SCHL	1 118 821	880 524
À recevoir de la Mine Canadian Malartic (MCM)	1 017 500	-
À recevoir de S.A.C.	2 102 609	3 165 299
À recevoir de S.A.C. - D.G.S.P.N.I (Santé)	225 403	1 206 022
À recevoir du C.D.R.H.P.N.Q.	7 366	206 589
À recevoir du Conseil en Éducation des Premières Nations	386 305	302 442
À recevoir du ministère de l'Environnement et du Changement climatique du Canada	-	78 430
À recevoir du ministère de la Sécurité publique du Québec	446 169	137 500
À recevoir de la Société de crédit commercial autochtone	145 025	-
À recevoir du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	104 463	94 963
À recevoir du Secrétariat aux affaires autochtones	445 000	273 890
Autres subventions à recevoir	242 941	12 062
Taxes à recevoir - Gouvernement du Canada	63 203	87 140
Taxes à recevoir - Gouvernement du Québec	126 386	147 864
Loyers à recevoir	2 121 620	1 887 213
Avances à des employés	111 684	108 127
Autres comptes à recevoir	793 451	909 588
	9 496 556	9 513 699
Provision pour mauvaises créances	(1 781 032)	(1 369 594)
	7 715 524	8 144 105

5. Placements

	2020 \$	2019 \$
320 parts sociales privilégiées de la Coopérative de Solidarité Wabak à 1 000 \$ chacune	320 000	320 000
Provision pour pertes sur le placement en parts sociales	(70 000)	(70 000)
	250 000	250 000
Prêts à des promoteurs	4 000	11 698
	254 000	261 698

6. Immobilisations corporelles

	Coût	Amortissement cumulé	2020 Valeur comptable nette	2019 Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$
Biens utilisés dans l'exploitation				
Aménagement de terrains	61 210	6 121	55 089	56 619
Aménagement sportif et récréatif	559 957	306 377	253 580	284 630
Bâtiments communautaires	31 619 264	5 177 342	26 441 922	25 998 642
Maisons résidentielles	28 405 224	13 177 684	15 227 540	13 995 974
Matériel roulant	3 713 927	2 696 783	1 017 144	1 112 957
Mobilier et équipement	5 306 960	3 338 076	1 968 884	951 348
Réseau routier	12 154 725	3 583 636	8 571 089	8 813 249
Systèmes sanitaires	4 463 330	2 139 184	2 324 146	2 435 730
	86 284 597	30 425 203	55 859 394	53 649 149
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition				
Matériel roulant	197 877	89 044	108 833	189 121
	86 482 474	30 514 247	55 968 227	53 838 270

7. Excédent accumulé

	2020	2019
	\$	\$
Investissement net en immobilisations corporelles	46 960 362	44 906 533
Fonds en fiducie	32 542	31 893
(Déficit) Surplus cumulé non affecté	3 448 043	516 618
	50 440 947	45 455 044

8. Emprunt bancaire

L'emprunt bancaire, au taux préférentiel majoré de 1,50 %, disponible jusqu'à concurrence de 600 000 \$, est garanti par une hypothèque mobilière sur l'universalité des biens et est renouvelable annuellement. Au 31 mars 2020, aucun montant n'est utilisé.

En date de fin d'exercice, le taux préférentiel est de 2,45 % (3,95 % en 2019).

9. Revenus reportés

	2020 \$	2019 \$
1019 - Développement des capacités de gouvernance - Ressources humaines	295 083	117 559
1030 - Formation des pompiers	2 932	31 525
1049 - Initiative aménagement des terres 16-17	101 490	103 227
1073 - Avenir d'enfants	19 781	-
1110 - Projet pilote gouvernance DPI	-	96 758
1130 - Négociation Era North American Lithium	171 950	76 000
1131 - Planification de l'aménagement des terres (référendum)	16 918	16 918
1133 - Processus de collaboration sur inscription au statut indien	10 000	10 000
1138 - Entente-cadre SAA	35 452	-
1250 - Collecte de fonds - Secondaire 5	-	1 077
1312 - Consultation environnementale	-	16 168
1315 - Impact environnemental Akasaba Ouest Agnico Eagle	-	22 268
1320 - ECCC Caribous - Entente 18-23 Fédéral	124 248	20 800
1324 - Gazoduc étude	3 196	-
1430 - Panneaux de signalisation MTQ	-	9 959
2071 - Amélioration de l'écocentre	77 157	126 845
2076 - Réhabilitation des rues	134 089	-
2416 - Formation Interall	20 696	-
2417 - Formation Excel	889	-
2418 - Formation plombier	27 301	-
2419 - Formation santé-sécurité	509	-
3021 - Étude de faisabilité eau potable	169 406	-
3022 - Lotissement phase 2	261 694	314 812
3023 - Gazoduc	7 773	-
3039 - Construction Multiplex 4 plex	-	920 832
3040 - Construction 6 unités familiales SCHL	-	228 120
3042 - Maison incendiée 8 Kwepi	-	33 258
3043 - Rénovation 60 unités	244 783	-
4016 - Sports et loisirs	45 646	12 285
4026 - C.E.P.N. - Éducation spéciale	246 202	-
4038 - Programme de formation axé sur l'emploi	-	13 593
4042 - Programme de partenariat en éducation	-	49 234
4043 - Évaluation 5 ans des services	-	12 285
4061 - Formule pour les services d'enseignement	-	57 465
4075 - Agrandissement école primaire 2016-2017	321 249	44 413
4082 - Implantation maternelle 4 ans	48 899	-
4084 - Agent de développement culturel	135 000	-
5008C - Séminaires	7 116	7 116
5013C - Station d'essence	-	257 264
5039 - Principe de Jordan	-	675 440
5058 - Principe de Jordan-Amikobi	96 265	-
5059 - Prise en charge des services sociaux de protection de la jeunesse	88 003	101 861
5063 - Infection respiratoire - Tuberculose NZ19	3 801	-
5069 - Tribunal canadien des droits de la personne (TCDP)	22 641	-
5071 - FFADA - Femmes et filles disparues	56 350	-
5072 - Wigobisan	496 630	-
5073 - Mobilisation citoyenne jeune autochtone	44 489	-

9. Revenus reportés (suite)

	2020	2019
	\$	\$
5074 - Accroiss. du nombre de fournisseurs de soins de santé Q231	13 149	-
5075 - Réparation toit et agrandissement fenêtre salle INFO	45 000	-
5079 - Technologie émergente (PIC)	28 827	-
6008 - Support pré-emploi 2017-2018	-	27 736
6009 - Support pré-emploi - Gestion des cas	-	13 184
6011 - COVID-19	11 495	-
	3 436 109	3 418 002

10. Surplus inutilisé à réinvestir

	2020	2019
	\$	\$
1023 - Immobilisations	160 726	-
1038 - Comité trappeurs (EACOM)	4 362	-
1062 - Services de première ligne	462 722	397 634
1132 - Initiative communautaire - Bien-être et juridiction	767 601	360 404
1314 - Sensibilisation environnementale	143 658	48 299
4001 - Programme d'aide préscolaire aux autochtones	309 461	-
4013 - Éducation postsecondaire	19 011	-
4021 - Services d'enseignement élémentaire et secondaire	2 092 611	-
4023 - Programme Amélioration continue des écoles (ACE)	223 561	-
4051 - Programme réussite scolaire - Amikobi	330 715	-
4053 - Programme Réussite scolaire des Étudiants des Premières Nations - Lire pour apprendre	14 467	-
4077 - Transmission des savoirs traditionnels	8 840	-
5003 - Soins infirmiers à domicile	332 017	202 591
5006 - Diabète	49 462	-
5019 - Violence familiale	3 583	-
5025 - VIH - Sida	17 723	-
5029 - Initiative syndrome alcoolisme fœtal	24 370	-
5032 - Santé maternelle et infantile	51 425	-
5038 - Grandir ensemble	77 059	-
5077 - Lutte contre le tabac	22 472	-
6001 - Assistance sociale	306 720	-
6006 - Support pré-emploi - Support aux clients	442 106	50 505
6010 - Support pré-emploi - Développement des capacités	13 152	4 851
3K - C.D.R.H.P.N.Q. - Fonds de revenus consolidés - Jeunesse	34 875	-
4K - C.D.R.H.P.N.Q. - Fonds d'assurance-emploi	-	89 379
6K - C.D.R.H.P.N.Q. - Programme connexion compétence	43 872	-
	5 956 571	1 153 663

11. Dette à long terme

	2020 \$	2019 \$
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition sur du matériel roulant d'une valeur comptable nette de 108 832 \$, remboursables par versements mensuels de 3 691 \$ et venant à échéance en 2021, incluant les intérêts calculés au taux de 4,68 %	7 340	50 195
Emprunts ayant trait aux diverses immobilisations corporelles, garantis par S.A.C., par le Secrétariat aux affaires autochtones et par diverses immobilisations, remboursables par versements mensuels et semi-annuels de 435 \$ à 56 449 \$ et venant à échéance entre 2020 et 2030, incluant les intérêts calculés aux taux de 4,01 % à 7,50 %	1 693 829	1 934 516
Emprunts ayant trait à l'habitation, garantis par S.A.C., remboursables par versements mensuels de 581 \$ à 5 593 \$ et venant à échéance entre 2020 et 2040, incluant les intérêts calculés aux taux de 0,98 % à 5,25 %	6 218 327	6 751 976
Emprunt, remboursé par le Secrétariat aux affaires autochtones	128 224	174 840
Prêt pour le fonds de roulement, garanti par l'universalité des comptes, remboursable par versements mensuels de 11 667 \$ jusqu'en 2021, plus les intérêts calculés au taux préférentiel majoré de 3,45 %(a)	186 667	326 667
Emprunt, sans intérêt (b)	96 667	-
Contribution, sans intérêt, remboursable par 60 versements de 5 000 \$(c)	270 000	-
Emprunt, 7,50 %, garanti par le CNALS et une hypothèque immobilière de premier rang sur les terres et le bâtiment de la station d'essence, remboursable par 180 versements mensuels de 4 635 \$ incluant les intérêts(d)(e)	250 000	-
Emprunt, sans intérêt, remboursable par versements mensuels selon un facteur prédéterminé(f)	146 399	-
Emprunt, sans intérêt et sans calendrier prévu de remboursement(f)(g)	105 000	-
Emprunt, 7,50 %, garanti par le CNALS, remboursable jusqu'en septembre 2024 par versements mensuels de 2 104 \$, incluant les intérêts	96 167	-
Emprunts remboursés au cours de l'exercice	-	24 298
	9 198 620	9 262 492
Tranche à court terme	1 367 484	1 408 677
Tranche de la dette à long terme à refinancer à court terme	2 349 026	-
	5 482 110	7 853 815

11. Dette à long terme (suite)

- (a) En date de fin d'exercice, le taux préférentiel est de 2,45 % (3,95 % en 2019).
- (b) En vertu du contrat d'emprunt, l'obligation de la dette s'éteint progressivement par elle-même sur la durée du contrat de 10 ans. Le revenu qui en découle est constaté à titre de subvention à l'état consolidé des résultats.
- (c) Le remboursement de la contribution débutera 36 mois après la fin du projet de station d'essence. En date du 31 mars 2020, le projet n'est pas terminé et un montant de 30 000 \$ demeure à encaisser au cours du prochain exercice pour conclure le financement.
- (d) L'emprunt sera remboursable à partir du 30^e jour suivant le dernier déboursé ou au plus tard six mois après le dernier déboursé. En date du 31 mars 2020, un montant de 250 000 \$ demeure à encaisser au cours du prochain exercice pour conclure le financement.
- (e) Au 31 mars 2020, certains ratios financiers minimaux exigés par les créanciers pour ces emprunts ne sont pas respectés. L'Organisme s'expose au rappel de ces emprunts et par conséquent, ils ont été reclassés dans la tranche échéant à moins d'un an.
- (f) Les remboursements de capital exigibles sont calculés en fonction des achats d'essence de la station d'essence, à raison d'un facteur de 0,009 \$ par litre acheté. Comme le volume d'achat du prochain exercice est difficile à estimer, aucune portion de cet emprunt n'a été incluse dans la tranche échéant à moins d'un an.
- (g) Selon le contrat d'emprunt entre le créancier et l'Organisme, le montant a été reçu initialement en contrepartie d'une émission d'actions privilégiées en faveur dudit créancier. Toutefois, les documents existants au 31 mars 2020 justifient plutôt une classification comme dette à long-terme. La situation a été corrigée au 31 mars 2021 et le montant total de 105 000 \$ sera présenté en actions privilégiées tel que prévu à la fin de l'exercice terminé à cette date.

Les versements de capital de la dette à long terme et les paiements minimaux futurs exigibles en vertu des contrats de location-acquisition requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	Dette à long terme \$	Location- acquisition \$
2021	1 367 484	7 383
2022	865 377	-
2023	853 521	-
2024	841 622	-
2025	841 128	-
	<u>4 769 132</u>	<u>7 383</u>
Intérêts inclus	-	(43)
	<u>4 769 132</u>	<u>7 340</u>

12. Surplus courant, revenus reportés et surplus cumulé non affecté

Le surplus courant ainsi que les revenus reportés, tels que présentés en date du 31 mars 2020, ne tiennent pas compte des redressements possibles à la suite de la revue et de l'analyse des états financiers consolidés par S.A.C., S.A.C. - D.G.S.P.N.I. (Santé), Conseil en Éducation des Premières Nations (CEPN) et par la SCHL. Tout ajustement résultant de ces analyses sera inscrit dans l'année en cours.

Au cours de l'exercice, des lettres de revues ont été émises et ajustées via les états financiers consolidés courants par l'ajustement des revenus reportés. Les états financiers consolidés comprennent des surplus (déficits) pour refléter les lettres de revues qui sont présentées comme suit :

	2020
	\$
1015 - Soutien des bandes	(516 965)
1062 - Services ce première ligne	143 322
1130 - Négociation Era North American Lithium	(950)
4003 - Centre culturel	(9 850)
4075 - Agrandissement école primaire 2016-2017	(485 793)
5064 - Soins en établissement - Résidences pour aînés	(6 905)
	(877 141)

13. Renseignements complémentaires à l'état consolidé des flux de trésorerie

	2020	2019
	\$	\$
<i>Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation</i>		
Débiteurs	428 581	(2 055 851)
Stocks	(93 132)	8 526
Frais payés d'avance	(221 913)	256 847
Créditeurs et charges à payer	(2 200 074)	1 516 539
Contributions à rembourser - S.A.C.	(6 905)	268 408
Revenus reportés	18 107	211 060
Surplus inutilisés à réinvestir	4 976 133	945 248
Autres éléments d'exploitation	37 500	(3 386)
	2 938 297	1 147 391

14. Réserve de remplacement - Article 95

En vertu de l'accord avec la SCHL, un montant annuel par logement doit être porté au crédit du compte de la réserve de remplacement, plus les intérêts. Ces fonds et les intérêts cumulés doivent être placés dans un compte de banque distinct et investis uniquement dans des comptes ou instruments assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada ou placés de toute autre façon que la SCHL peut approuver de temps à autre. Toute utilisation des fonds du compte doit être approuvée par la SCHL. Les retraits sont imputés à l'intérêt d'abord, puis au capital.

14. Réserve de remplacement - Article 95 (suite)

	2020	2019
	\$	\$
Solde au début	1 135 606	1 172 353
Plus :		
Ajustement des fonds réservés - Article 95	(74 866)	(138 622)
Allocation à la réserve de remplacement	101 875	101 875
Solde à la fin	1 162 615	1 135 606

15. Avantages de retraite

La Première Nation maintient un régime de retraite à prestations définies pour l'ensemble de ses employés. Le régime est administré par le RBA. Les contributions pour les autochtones sont de 8,5 % (6,8 % dans le cas des non autochtones) de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour 1,82 fois ce pourcentage. Enfin, pour les autochtones membres du service de police, les contributions sont de 9,5 % (8,0 % dans le cas des non autochtones) de la masse salariale brute auxquelles l'employeur contribue pour deux fois ce pourcentage.

La charge des avantages de retraite de l'exercice est de 1 169 964 \$ (1 164 431 \$ en 2019).

16. Partenariat - Chalets Modik

La Corporation de développement économique Wabak Pimadizi s'est engagée dans un partenariat avec un organisme gouvernemental. Elle participe à 48 % des revenus et dépenses d'un projet d'exploitation de chalets de villégiature. La proportion des revenus et dépenses en lien avec ce partenariat inclus dans les états financiers consolidés est présentée à l'annexe 173. Pour ce qui est des actifs, une immobilisation corporelle d'un coût de 450 000 \$ (450 000 \$ en 2019) ayant un amortissement cumulé de 75 490 \$ (56 617 \$ en 2019) figure dans les bâtiments communautaires à la note 6.

Pour ce qui est des passifs, une dette à long terme de 74 529 \$ (79 331 \$ en 2019) est incluse à la note 11 avec une tranche à court terme de 5 513 \$ (5 115 \$ en 2019).

Aucun montant à recevoir relativement à ce partenariat au 31 mars 2020 (16 740 \$ en 2019).

17. Obligations contractuelles

- a) Par l'intermédiaire de son unique actionnaire, soit la Corporation de développement économique Wabak Pimadizi, la station-service de Lac Simon s'est engagée dans une convention d'approvisionnement de bannière pour l'achat de ses stocks de dépanneur auprès d'un fournisseur exclusif. Ce contrat d'une durée de sept (7) ans viendra à échéance en novembre 2026.
- b) Par l'intermédiaire de son unique actionnaire, soit la Corporation de développement économique Wabak Pimadizi, la station-service de Lac Simon s'est engagée dans un contrat d'approvisionnement pour l'achat de ses stocks d'essence auprès d'un fournisseur exclusif. Ce contrat d'une durée de dix (10) ans viendra à échéance en novembre 2029.
- c) La Première Nation loue du matériel roulant en vertu d'un contrat de location-exploitation qui vient à échéance le 15 octobre 2022. Les loyers futurs s'élèveront à 156 960 \$ et comprennent les paiements suivants pour les trois prochains exercices :

	\$
2021	60 759
2022	60 759
2023	35 442

18. Passif éventuel

- a) Au cours de l'exercice, la Première Nation s'est portée garante d'une marge de crédit de 250 000 \$ contractée par la Coopérative de Solidarité Wabak auprès d'une institution financière, en plus de se porter garante de stocks d'un montant de 100 000 \$ auprès d'un franchiseur.
- b) Au 31 mars 2020, la Première Nation et la Corporation de développement économique Wabak Pimadizi détiennent des avances et comptes à recevoir de 189 194 \$ ainsi que des parts sociales de la Coopérative de Solidarité Wabak de 250 000 \$ (déduction faite d'une provision pour pertes de 70 000 \$ comptabilisée dans la Corporation de développement économique Wabak Pimadizi). Ces montants pourraient ne pas être entièrement recouverts du fait que l'hypothèse de la continuité d'exploitation est remise en doute dans les états financiers examinés de la Coopérative de Solidarité Wabak depuis plusieurs exercices.

Toute perte pour ces éventualités, dont le montant ne peut présentement être déterminé, serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

19. Budgets

Les budgets ne figurent pas aux états financiers consolidés, malgré le fait qu'ils ont été acceptés par S.A.C. lors du processus budgétaire 2019-2020. La Première Nation a déterminé qu'il n'était pas pertinent et efficient pour elle de les présenter.

20. Instruments financiers

Risque de juste valeur

Les justes valeurs de l'encaisse et dépôts assujettis à des restrictions, des débiteurs, des avances et placements, des créditeurs et charges à payer, des contributions à rembourser, de la dette à long terme et du montant dû au CPE Takinagan correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Risque de crédit

La Première Nation consent du crédit à ses locataires dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances.

Risque de taux d'intérêt

La majorité des dettes à long terme sont à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt n'est pas significatif. Toutefois, la juste valeur et les taux pourraient varier en raison des changements de taux d'intérêt sur le marché.

21. Chiffres comparatifs

Pour fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées.

22. Dépenses par objet

	2020	2019
	\$	\$
Salaires et charges sociales	15 695 403	15 037 360
Activités	60 384	61 019
Alimentation	242 676	183 370
Allocations aux étudiants	83 996	181 671
Allocations postsecondaires	348 395	255 182
Allocation à la réserve de remplacement	101 875	101 875
Amortissement des immobilisations corporelles	2 629 560	2 491 393
Assurances	304 366	181 400
Besoins essentiels	2 402 119	2 721 383
Besoins particuliers	45 475	19 485
Carburant	304 592	339 293
Commandites et dons	23 793	38 819
Contrats	677 641	99 852
Contributions	44 922	8 051
Coût de transport	303 034	228 658
Coût des ventes	412 676	-
Énergie	433 545	419 386
Entretien et réparations	459 620	441 722
Frais bancaires et intérêts de la dette à court terme	93 138	82 619
Frais d'administration	1 621 322	833 948
Frais d'atelier, formation, conférence et scolarité	440 875	594 451
Frais de déplacement	578 484	646 356
Frais divers	470 401	562 229
Fournitures médicales	5 725	3 848
Honoraires de consultants	99 442	41 024
Honoraires professionnels	1 503 076	1 020 472
Intérêts sur la dette à long terme	245 872	126 928
Location	367 783	333 448
Matériel	488 117	909 043
Mauvaises créances	420 684	59 385
Papeterie et fournitures de bureau	148 920	130 672
Publicité et promotion	8 833	14 447
Services municipaux	215 436	219 359
Télécommunications	330 453	297 248
Transfert au RBA	250 305	500 873
	31 862 938	29 186 269

23. Information sectorielle

	Administration		Développement des ressources humaines	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	2 421 256	2 160 643	-	-
Transferts gouvernement provincial	42 774	41 774	726 987	791 818
Autres revenus	4 312 493	1 616 915	-	-
Total revenus	6 776 523	3 819 332	726 987	791 818
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	1 385 588	998 315	386 655	590 920
Amortissement	33 497	16 490	928	1 052
Autres dépenses	2 047 918	1 851 086	290 100	284 579
Total dépenses	3 467 003	2 865 891	677 683	876 551
Surplus (déficit) annuel	3 309 520	953 441	49 304	(84 733)
	Éducation		Santé	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	7 524 895	4 532 405	5 625 220	4 961 259
Transferts gouvernement provincial	3 724 439	3 200 753	2 909	-
Autres revenus	128 738	139 562	101 141	7 353
Total revenus	11 378 072	7 872 720	5 729 270	4 968 612
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	6 162 205	5 564 024	3 482 613	3 178 655
Amortissement	609 533	591 453	76 462	62 170
Autres dépenses	2 426 668	1 713 653	2 032 006	1 592 339
Total dépenses	9 198 406	7 869 130	5 591 081	4 833 164
Surplus (déficit) annuel	2 179 666	3 590	138 189	135 448
	Travaux publics		Assistance sociale	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	2 185 564	1 457 532	3 760 252	3 419 847
Transferts gouvernement provincial	-	-	35 844	-
Autres revenus	428 476	459 233	8 000	-
Total revenus	2 614 040	1 916 765	3 804 096	3 419 847
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	1 191 068	715 196	230 650	160 976
Amortissement	773 430	789 013	8 797	2 741
Autres dépenses	1 650 140	1 065 103	2 871 011	3 180 093
Total dépenses	3 614 638	2 569 312	3 110 458	3 343 810
Surplus (déficit) annuel	(1 000 598)	(652 547)	693 638	76 037

23. Information sectorielle (suite)

	Développement économique		Sécurité publique	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	380 096	395 096	1 234 677	1 204 415
Transferts gouvernement provincial	-	24 565	1 139 701	1 111 768
Autres revenus	785 225	249 569	219 677	219 730
Total revenus	1 165 321	669 230	2 594 055	2 535 913
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	281 059	222 132	2 055 897	2 181 211
Amortissement	112 234	103 720	109 981	101 985
Autres dépenses	802 386	318 481	606 741	600 955
Total dépenses	1 195 679	644 333	2 772 619	2 884 151
Surplus (déficit) annuel	(30 358)	24 897	(178 564)	(348 238)
	Habitation		Ressources naturelles	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	530 489	445 276	64 236	63 075
Transferts gouvernement provincial	-	-	365 403	462 358
Autres revenus	1 539 374	1 735 897	343 892	508 930
Total revenus	2 069 863	2 181 173	773 531	1 034 363
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	517 543	583 707	292 071	298 291
Amortissement	904 698	805 098	-	17 671
Autres dépenses	1 711 288	626 191	596 586	697 310
Total dépenses	3 133 529	2 014 996	888 657	1 013 272
Surplus (déficit) annuel	(1 063 666)	166 177	(115 126)	21 091
	Immobilisations		Total	
	2020	2019	2020	2019
	\$	\$	\$	\$
Revenus :				
Transferts gouvernement fédéral	2 506 089	8 524 103	26 232 774	27 163 651
Transferts gouvernement provincial	-	-	6 038 057	5 633 036
Autres revenus	(3 537 747)	-	4 329 269	4 937 189
Total revenus	(1 031 658)	8 524 103	36 600 100	37 733 876
Dépenses :				
Salaires et avantages sociaux	695 525	543 942	15 695 403	15 037 369
Amortissement	-	-	2 629 560	2 491 393
Autres dépenses (recouvrées)	(409 505)	(272 983)	13 537 975	11 656 807
Total dépenses	286 020	270 959	31 862 938	29 185 569
Surplus (déficit) annuel	(1 317 678)	8 253 144	4 737 162	8 548 307